



LA DYNAMIQUE DES RELATIONS FRANCO-PORTUGAISES EN EUROPE

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire France – Portugal à Lisbonne

21 au 24 octobre 2018

À l'invitation de l'Assemblée de la République portugaise, une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Portugal du Sénat s'est rendue à Lisbonne du 21 au 24 octobre 2018.

Elle était composée de M. Louis-Jean de Nicolaÿ, Président du groupe, ainsi que de MM. Dominique de Legge, Vice-président, Joël Guerriau, Secrétaire, et de Mme Nicole Bonnefoy, membre du groupe.

Ce déplacement, le premier d'une délégation du groupe d'amitié sénatorial depuis plusieurs années, marque une relance des relations entre les deux assemblées, après plusieurs accueils de délégations portugaises au Palais du Luxembourg, et dans le contexte d'une relation bilatérale particulièrement **étroite et intense**.

I. Des relations interparlementaires fortes au sein de l'Europe

Après une prise de contacts à l'Ambassade de France et une présentation de la situation politique et économique du Portugal par MM. Jean-Michel Casa, Ambassadeur de France, Frédéric Depétris, conseiller politique, et Stanislas Godefroy, conseiller économique, la délégation a été reçue, le 23 octobre 2018, par Mme Margarida Marques, Vice-présidente de la commission des Affaires européennes de l'Assemblée de la République, en présence de M. Carlos Alberto Gonçalves, Président du groupe d'amitié Portugal-France, et des représentants de différents groupes politiques, au Palais de São Bento, siège de l'Assemblée



La délégation au Palais de São Bento avec MM. Carlos Alberto Gonçalves, Sérgio Sousa Pinto et Jean-Michel Casa

Cet échange a fait apparaître une **grande convergence de vues sur les défis actuels de l'Union européenne**, dans la perspective des prochaines élections au Parlement européen. Le Portugal est un partenaire important de la France et partage ses préoccupations par rapport au cadre financier pluriannuel, à l'avenir de la politique de cohésion, ainsi qu'à l'approfondissement de l'Union économique et monétaire.

Le Portugal cherche également à prendre toute sa part de la solidarité européenne en matière d'accueil de réfugiés.

Enfin, ce pays compte sur la poursuite du soutien accordé par l'Union européenne pour augmenter les investissements publics et privés dans les domaines de la recherche et du développement, de l'éducation, de la formation au numérique et des infrastructures des transports, ce qui permettrait de renforcer son potentiel de croissance à long terme, actuellement affecté par l'un des taux d'investissement les plus bas de l'Union européenne.

Toutefois, les opérations de la Banque européenne d'investissement (BEI) au Portugal progressent nettement, pour un montant total de près de deux milliards d'euros en 2018, soit environ 1 % du PIB, **plaçant le pays au troisième rang des membres de l'Union européenne bénéficiant le plus des aides de la BEI en pourcentage du PIB.**

Outre une réunion et un déjeuner de travail avec le groupe d'amitié Portugal-France de l'Assemblée de la République, en présence du Président Gonçalves et de M. Sérgio Sousa Pinto, Président de la commission des Affaires étrangères et des communautés portugaises, et un salut officiel à l'ouverture de la session plénière budgétaire, le temps fort de la séquence parlementaire de ce déplacement a été **l'audience accordée par le Président de l'Assemblée de la République, M. Eduardo Ferro Rodrigues.**

Parfaitement francophone, ancien élève du lycée français de Lisbonne, M. Ferro Rodrigues, qui préside l'Assemblée depuis 2015, a évoqué sa relation avec la France, ainsi que le développement des liens d'amitié avec le Sénat français, et ses rencontres avec le Président Gérard Larcher.



Entretien avec la commission des Affaires européennes

II. Les ressorts du spectaculaire redressement économique portugais

En rencontrant des représentants de la communauté française et des acteurs de la vie économique, la délégation a souhaité mieux comprendre les ressorts du spectaculaire redressement économique constaté depuis deux ans. Le Portugal a en effet tourné la page douloureuse de la crise, tout en respectant les règles budgétaires européennes et a pu sortir de la procédure pour déficit excessif dès le 17 juin 2017.

S'est enclenchée ainsi une véritable **spirale de confiance**, qui a permis au pays de renouer avec la croissance et d'obtenir des résultats tout à fait notables, avec une **très forte diminution du chômage**. Celui-ci est passé

de 17,5 % en 2013 à quelque 6,7 % estimés en 2018 et 6,3 % toujours prévus en 2019, selon le budget en cours d'élaboration lors de notre visite.

Cette croissance a été principalement tirée par les bons résultats du secteur touristique, le dynamisme des exportations et le boom de l'immobilier, avec des créations d'emplois importantes, dans les secteurs du tourisme et du bâtiment.

Un effort substantiel est également déployé dans le domaine des **nouvelles technologies**. Pendant la visite de la délégation, Lisbonne se préparait à accueillir, du 5 au 8 novembre 2018, pour la troisième fois, l'une des plus grandes conférences dédiée à la technologie européenne, le *Web Summit* (Sommet du Web). Peu de temps avant l'arrivée de la délégation, le Premier ministre António Costa a annoncé que celui-ci se maintiendrait à Lisbonne jusqu'en 2028.

Outre sa visibilité et sa contribution à l'image de marque de Lisbonne, ce sommet illustre la priorité qu'entendent donner les pouvoirs publics portugais au développement de l'innovation technologique, du numérique et des *start-up*.

C'est une véritable stratégie de modernisation, dite *start-up Portugal*, qui a été ainsi lancée à la suite de la crise et renouvelée en 2018, autour de trois grands axes : écosystème, financement et internationalisation.

Cette stratégie de communication, mais aussi de fond, tend à moderniser et à diversifier l'économie du pays. La ville de Lisbonne, dont nous avons rencontré le premier adjoint, est particulièrement dynamique dans ce domaine, avec la création d'un des plus grands centres d'entrepreneuriat d'Europe.

Parallèlement à cette politique, résolument orientée vers l'accueil des *start-up* et le développement de possibles « licornes » portugaises, le Portugal est, au sein de l'Union européenne, l'un des pays les plus favorables à l'application d'une taxe sur les grandes entreprises du numérique, et a régulé par des lois plusieurs secteurs, liés aux plateformes informatiques, comme celui des voitures de transport avec chauffeur (VTC) ou de l'hébergement touristique de courte durée.

Au-delà de ces aspects macroéconomiques et sectoriels, la délégation a souhaité, par des entretiens avec des spécialistes et des experts, étudier les dispositifs mis en place par le Portugal pour renforcer son attractivité économique et attirer les talents et les capitaux.



La délégation avec M. Jose Sà Fernandez, Adjoint au Maire de Lisbonne

La délégation a aussi eu l'opportunité d'approfondir la question des « visas dorés » et du statut des « résidents non habituels », pour lesquels une politique a été mise en place afin de renforcer l'attractivité du Portugal.

Les « **visas dorés** » ou « autorisations de résidence à but d'investissement » créés dès 2012 puis élargis en 2015, sont attribués à des ressortissants des pays hors Union européenne, pour l'acquisition d'un ou plusieurs biens immobiliers, ou le transfert de capitaux, (pour un montant minimum de 500 000 euros) ou encore la création d'entreprises comptant au moins dix salariés.

Près de 90 % des investissements éligibles concernent des biens immobiliers et les principaux bénéficiaires des visas dorés sont des ressortissants chinois, loin devant les Brésiliens.

Le **régime fiscal de résident non habituel** (RNH), créé dès 2009 et conservé depuis lors, permet pendant une durée de dix ans, non renouvelable :

- d'être exonéré d'impôt au Portugal sur les revenus, dividendes, intérêts et plus-values de source étrangère et sur les pensions de retraites privées étrangères ;

- de bénéficier d'un taux d'imposition de 20 % sur les revenus obtenus par l'exercice d'une activité au Portugal d'une **activité à haute valeur ajoutée** (définition recouvrant un spectre assez large, incluant diverses professions libérales).



La délégation à la centrale solaire de Seixal

Ce régime, qui aurait bénéficié à plusieurs dizaines de milliers de personnes, concerne principalement des ressortissants européens, dont les **Français seraient les premiers bénéficiaires**.

III. Les enjeux du développement durable

L'un des enjeux cruciaux de la relation économique bilatérale, riche d'opportunités pour les entreprises françaises, est le développement durable, tant en termes d'**énergies** que de **mobilités**.

Ces deux thèmes ont fait l'objet de plusieurs entretiens tout au long de la mission, à Lisbonne et dans les environs : rencontre avec Mme Inès de Medeiros, maire d'Almada, à la mairie de cette commune située en face de Lisbonne, sur l'autre rive du Tage, dans une zone en reconversion, riche à la fois de son patrimoine naturel et de son potentiel de développement économique et touristique ; réunion avec M. José Sá Fernandes, adjoint au maire de Lisbonne pour l'environnement, le développement durable et la mobilité, initiateur des coulées vertes qui irriguent la ville ; rencontre avec M. Pierre Jaffard, président-directeur général de Transdev Portugal et Espagne ; visite de la centrale solaire de l'entreprise Neoen à Seixal, au nord de Lisbonne.



La délégation avec Mme Inès de Medeiros, Maire d'Almada

En termes de mix énergétique et de décarbonation, le Portugal dépasse déjà les objectifs européens, grâce à des **investissements massifs** qui sont destinés à se poursuivre. Compte tenu de l'importance de l'énergie d'origine éolienne et hydraulique, la part de l'**énergie photovoltaïque**, d'origine solaire, est appelée à se développer considérablement dans les années qui viennent, offrant des **débouchés** aux entreprises françaises. Cela montre aussi

l'importance de l'interconnexion énergétique du Portugal, puisque la production des énergies renouvelables est intermittente.

La **modernisation des transports** routiers (des lignes de cars interurbains sillonnent le territoire) et urbains (trams, métros), dans un pays où l'infrastructure ferroviaire est ancienne et peu développée, constitue un autre enjeu majeur, particulièrement dans les aires métropolitaines de Lisbonne et de Porto. Sur ce secteur également, les entreprises françaises sont présentes et sources de propositions.

IV. Le « miracle » économique portugais au défi du développement durable

Les entretiens de la délégation à Lisbonne et alentours ont apporté des témoignages de la vitalité et du dynamisme d'une économie qui s'est remarquablement redressée en peu de temps, en résorbant ses déséquilibres extérieurs et intérieurs.

Le déficit des finances publiques, qui s'était fortement creusé pendant la crise, a chuté en 2018 (0,7% du PIB) pour tendre vers zéro, selon les prévisions du budget 2019.

Certes, la conjoncture y est pour beaucoup, ainsi que la diminution de la charge de la dette. Mais des **efforts structurels importants** ont porté leurs fruits, au niveau macro-économique, outre le dynamisme des deux « locomotives » que sont le tourisme et l'immobilier.

La compétitivité du Portugal s'est ainsi améliorée. L'ouverture et l'internationalisation de l'économie sont une réalité.

La balance commerciale s'est redressée. L'excédent de la balance des services est dû pour moitié au tourisme.

Y contribuent aussi le développement de secteurs tels que les centres d'appels et les services informatiques.

Bien que le Portugal conserve un rayonnement linguistique et culturel international, avec la lusophonie, l'essentiel de ses exportations va en **Europe**, qui absorbe 75 % de ses débouchés.

La solidité et la soutenabilité du redressement économique portugais sont soumises à de multiples défis. À commencer par celui de la **démographie**, le solde naturel étant négatif, ainsi que le solde migratoire. Le Portugal demeure un pays d'émigration, même si les flux des années de crise se sont considérablement réduits.

Le deuxième enjeu crucial est celui de la **formation**, dont la qualité et la diversité se sont accrues. Notre coopération culturelle, linguistique, éducative, universitaire et scientifique s'inscrit dans ce contexte, où les acteurs du réseau piloté par l'Ambassade développent de nombreux partenariats. Il revient en quelque sorte au Portugal de mettre en œuvre à l'échelle nationale la fameuse « stratégie de Lisbonne ».

*

La France, première destination de ses étudiants, est un partenaire privilégié du Portugal et la présence française continue de se renforcer.

Ce déplacement du groupe d'amitié, le premier depuis plusieurs années, ouvre de **nouvelles perspectives de coopérations**, où l'expérience territoriale et le dialogue interparlementaire pourront nourrir la mise en œuvre de partenariats dans de nombreux domaines.

Composition de la délégation



M. Louis-Jean de NICOLAY
Président du groupe d'amitié
Sénateur de la Sarthe
(Les Républicains)



M. Dominique de LEGGE
Vice-président du groupe d'amitié
Sénateur d'Ille-et-Vilaine
(Les Républicains)



M. Joël GUERRIAU
Secrétaire du groupe d'amitié
Sénateur de Loire-Atlantique
(Les Indépendants –
République et Territoire)



Mme Nicole BONNEFOY
Membre du groupe d'amitié
Sénatrice de Charente
(Socialiste et Républicain)

Composition du groupe d'amitié : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_573.html